

10 FAITS qui montrent comment LES MULTINATIONALES ACHÈTENT LA POLITIQUE EUROPÉENNE :

<httpv://youtu.be/3gv7jxCtnpk>

Nous devrions soutenir ces jeunes gens du mieux que nous pouvons, je trouve : <https://www.tipeee.com/osons-causer>

Est-ce que la [retranscription](#) de cette vidéo existe ?

[Edit 2 novembre, 21 h : la retranscription n'existait pas ce matin, mais [Julie](#) s'en est occupée toute la journée, la voici, merci à elle ! ☐]

Retranscription de la vidéo de l'équipe OSONS CAUSER :

10 faits qui montrent comment les multinationales achètent la politique européenne

<http://osonscauser.com/10-faits-montrent-multinationales-achètent-politique-europeenne/>

“Wesh Wesh les amis !

Alors aujourd'hui, on va parcourir ensemble 10 faits qui montrent que les multinationales achètent la politique européenne.

Alors, l'Union européenne c'est très loin, c'est à Bruxelles, on connaît pas trop, on n'a pas l'impression, le sentiment clair, de l'influence que ça a sur nos vies, mais pourtant les politiques décidées à l'Union européenne eh bien elles façonnent tout le cadre de toutes les lois de tous les pays membres et ça fait 500 millions de personnes.

Donc ça a énormément de conséquences, les décisions qui sont prises à Bruxelles.

Et en ce moment, l'Europe, l'Union européenne, est très controversée, il y a de plus en plus de gens qui ont envie de se barrer, ne se reconnaissent plus dans les décisions européennes, et il y en a d'autres qui croient encore au projet européen et qui se disent qu'il faudrait une meilleure Europe, plus d'Europe.

Et nous, on n'avait pas envie de rentrer dans ce débat, on avait envie de proposer des faits. Alors, on s'est beaucoup documenté, on a fait un taf de recherches colossal, on est allé à Bruxelles, on a rencontré des ONG spécialisées, on a beaucoup taffé pour justement amener des faits, pour que tout le monde ait une idée claire de comment ça se passe, comment se passe le processus de décision européen et qui a la main à toutes les étapes, dans les institutions décisionnaires en Europe.

Et nous, ce qu'on a trouvé, à l'occasion de ce travail de recherche, c'est que, derrière la Commission, derrière le Parlement, derrière l'expertise et à tous les endroits qui font la politique européenne, en réalité, dans le concret, derrière tout ça, il y a les multinationales qui, avec leur argent achètent des députés, achètent des commissaires, achètent des fonctionnaires, achètent des experts... et donc, en gros, ont la main, façonnent les politiques prises par l'Union européenne.

Donc normalement à la fin de cette vidéo, quel que soit votre avis sur l'Union européenne, vous aurez des billes, des faits incontestables pour comprendre ce qu'est la réalité des décisions à Bruxelles.

- **FAIT NUMÉRO 1 : les multinationales achètent des députés pendant leur mandat.**

Alors les premières personnes que les multinationales peuvent acheter, c'est les députés européens. Ça a l'air complètement fou comme ça, c'est vrai que c'est dur à croire, mais vraiment, un député européen, quand il est à Bruxelles ou à Strasbourg, quand il siège pour l'intérêt général des 500 millions d'Européens, il peut en même temps occuper un emploi privé, et donc peut-être, être à la solde d'un employeur qui est une grande multinationale.

Alors, ça s'appelle un conflit d'intérêts : en même temps qu'il est député et qu'il doit défendre l'intérêt général, il est en lien avec l'intérêt privé d'une grande boîte.

C'est un peu comme si un arbitre de foot, en même temps qu'il doit arbitrer "impartialement", était payé par une des deux équipes...

Alors, vous pouvez imaginer que c'est une pratique rare, ou simplement faite de quelques députés un peu loufoques comme il y en a toujours. Mais non pas du tout : il y a un mec qui s'appelle Guy Verhofstadt qui est un des 5 députés les plus influents de tout le Parlement, et c'est un ancien premier ministre belge, c'est le président du groupe parlementaire libéral au Parlement donc c'est un mec qui pèse, qui pèse, qui pèse... Et ce mec-là, il a 9 autres tafs en plus que député c'est à dire qu'il a 9 casquettes, c'est une collection, le mec se met bien. Et parmi ces 9 casquettes, il est payé plus de 10.000 € par mois par un de plus gros fonds d'investissement belge qui s'appelle Sofina. Alors ça qu'est-ce que ça veut dire ?

Ça veut dire que, quand il vote le Mr Verhofstadt, quand il doit réguler la finance, est-ce qu'il a la casquette de l'intérêt général des 500 millions d'européens ? ou est-ce qu'il a la casquette du fonds d'investissement financier belge Sofina ? Comment on va savoir ? Il est complètement en conflit d'intérêts.

Et donc, ce qu'on voit avec cet exemple qui est vraiment scandaleux, parce que le seul truc qu'il doit faire pour le réguler, la "régulation" de cette double casquette, c'est simplement de cocher un croix dans un tableau... Vous verrez le tableau, c'est tout ce qu'on lui demande ! Il a juste à dire "*oui c'est vrai je suis payé par un fonds d'investissement*"... Donc, on voit que même des députés (qui sont les seules personnes qu'on élit dans tout le processus légal européen : il n'y a que pour les députés qu'on peut voter) et même ces députés-là peuvent être achetés par des multinationales et avoir en même temps leurs intérêts en tête...

Donc, ça commence bien notre Odyssée parmi les décisions européennes. On voit que les multinationales se mettent très bien.

• **FAIT NUMÉRO 2 : les multinationales dictent jusqu'à 1/3 des amendements aux députés.**

Le seul taf des députés européens, c'est de modifier la loi. Ça, dans le jargon parlementaire, ça s'appelle *déposer des amendements à la loi* et ce qu'on a découvert dans nos recherches, c'est que les multinationales pouvaient dicter des amendements aux députés. C'est-à-dire que les députés déposent des copiés-collés de propositions des multinationales.

Alors vous allez penser que ça n'arrive jamais, que c'est exceptionnel tellement c'est gros comme une maison, mais je vais vous laisser avec Laura, une meuf géniale d'une ONG qui s'appelle CIO, Corporate Europe Observatory, et qui est spécialisée justement sur l'influence des multinationales sur les décisions à Bruxelles. Elle, elle va vous dire dans quelle proportion ça se passe ce scandale :

Laura : "Ce qu'on observe, c'est : parfois, on a des députés qui nous envoient justement ces propositions d'amendements, et alors on peut comparer. C'est à peu près 1/3 des amendements."

Un tiers ! Mais c'est colossal, parce que le travail des députés, c'est normalement d'amender en ayant en tête l'intérêt général des 500 millions d'européens, et là, ce qu'on voit, c'est qu'une fois sur trois, ils font leur travail en recopiant texto des mesures et des souhaits des lobbies et des grandes multinationales.

Est-ce que c'est vraiment ça, notre idée de la démocratie ?

• **FAIT NUMÉRO 3 : les multinationales achètent des commissaires européens : le pouvoir d'une promesse d'embauche.**

On a parlé des députés européens qui sont un peu comme le Parlement en Europe. Maintenant on va

parler de la Commission européenne. Ça, c'est un peu comme un gouvernement et les commissaires européens sont un peu comme des ministres : c'est eux qui s'occupent techniquement des sujets.

Alors, ces commissaires européens, les grandes entreprises ne peuvent pas directement les acheter, c'est interdit : on ne peut pas employer en même temps un commissaire quand il est en fonction.

Alors là, l'astuce, c'est de leur promettre un emploi dans le futur.

Alors, je vais vous laisser avec le plus grand lobbyiste américain des années 80-90, Jack Abramoff, qui explique très bien comment promettre un emploi, c'est décisif pour se mettre dans la poche toute l'action d'un fonctionnaire :

Jack Abramoff (ancien lobbyiste au Sénat américain) :

«*Quand vous aurez fini de travailler pour l'administration, nous aimerions beaucoup que vous envisagiez de travailler avec nous.*» Au moment où un de mes collègues ou moi avons prononcé ces mots, c'était plié. On les tenait ! Et qu'est-ce que ça veut dire ? Chaque requête venant de chez nous ou d'un de nos clients, tout ce qu'on voulait, ils allaient le faire.

Et, mieux que ça, ils allaient penser à faire des choses qu'on n'aurait pas imaginées nous-mêmes...»

Au niveau européen, cette pratique est hyper courante. Par exemple, dans la dernière Commission européenne, donc le dernier gouvernement, il y a énormément de ministres qui sont passés dans le privé, on y a consacré une vidéo entière pour montrer tout ça. (cf. ["Pourquoi les multinationales achètent nos dirigeants ?"](#))

Il y a le président de la Commission Barroso (José Manuel Barroso) qui est passé chez Goldman Sachs, il y a la Commissaire à la concurrence (Neelie Kroes) qui est passée chez Uber et il y a la Commissaire au climat (Connie Hedegaard) qui est passée chez Volkswagen...

Donc, on voit qu'il y a énormément de suspicion de conflit d'intérêts. Encore une fois, comme on leur a promis un emploi dans une boîte privée, et bien on peut se demander si les Commissaires européens défendaient les intérêts de tous les Européens ou les intérêts de leur futur employeur.

• **FAIT NUMÉRO 4 : les multinationales achètent les fonctionnaires européens : promesse d'embauche (bis).**

Alors, on avait les Commissaires qui sont un peu comme les politiques du gouvernement, c'est nos ministres un peu, et donc, à Bruxelles, il y a aussi les fonctionnaires à la Commission européenne. Et ces fonctionnaires, ils sont très importants parce qu'ils restent en poste plus longtemps : ils peuvent être fonctionnaires parfois pendant 10 ans ou 15 ans à la même direction générale, donc ils connaissent très très bien les dossiers.

Et ces fonctionnaires, les multinationales ont aussi intérêt à les cibler, et là, vous allez voir que c'est exactement le même fonctionnement qu'avec les Commissaires : ils leur promettent des emplois, et c'est même pire que les promesses d'emploi parce qu'à Bruxelles, les carrières entre lobbies privés et fonction publique de la Commission sont complètement poreuses. D'après l'association CIO, il y a environ **la moitié des fonctionnaires** de la Commission européenne à Bruxelles qui sont d'**anciens ou de futurs lobbyistes** privés, et donc, on voit que leurs intérêts sont excessivement mêlés.

Si vous voulez un exemple, par exemple il y a Tobias McKenney. Alors, ce mec-là a bossé pendant longtemps sur la propriété intellectuelle et le copyright à la Direction générale du marché intérieur dans la fonction publique de Bruxelles.

Et après il a été embauché directeur Europe de la propriété intellectuelle par Google !

Donc, est-ce que ces gens qui vont être bientôt embauchés par des entreprises privées qui vont tripler leur salaire, est-ce que ces gens vont réguler la propriété intellectuelle, le charbon, les OGM avec l'intérêt général en tête ou avec l'intérêt de leur futur employeur ?

Je sais pas, enfin moi, j'en doute pas mal, et je pense que ça, ça nous montre aussi que jusque dans les rouages fins de la fonction publique bruxelloise, les multinationales arrivent à acheter des décisions.

- **FAIT NUMÉRO 5 : les experts “indépendants” sont payés par des multinationales.**

Avant chaque projet de loi, la Commission européenne nomme un groupe d’experts.

Et ce qu’il faut comprendre, c’est que ce groupe d’experts, il a un rôle très important : c’est lui qui va défricher le domaine et poser le problème que va tâcher de résoudre la loi.

Et les multinationales, évidemment, elles se glissent dans ce groupe d’experts pour le façonner à leur guise.

Ces groupes d’experts, ils sont composés de fonctionnaires européens ou des pays nationaux, de représentants d’intérêts industriels (lobbies) ou de la société civile (ONG) et surtout de plein d’experts “indépendants” qui sont souvent des chercheurs.

Et en fait, si on regarde dans le détail, ces experts indépendants ne sont pas si indépendants que ça : ils sont directement financés par des multinationales et des lobbies.

Exemple : le cas du gaz de schiste. Par exemple, si l’on prend le groupe d’experts qui s’est réuni sur la question du gaz de schiste, on remarque que 70% des gens qui le composent sont payés directement par des industries gazières ! Et si on regarde plus précisément les “experts indépendants” qui représentent des chercheurs, ou l’Université, “l’Académie”, eux sont presque $\frac{2}{3}$ à être payés directement par les industries gazières !

Alors ça, c’est très important, ce financement de l’expertise dans les groupes d’experts par les multinationales, parce que, dans le cas du gaz de schiste, ça contribue à changer complètement le problème que va changer la loi et la directive : la loi, au lieu de se demander si les gaz de schiste c’est bon ou non pour l’environnement et l’économie européenne, c’est pas du tout ça que s’est posé comme problème la loi : le problème c’était “comment bien extraire du gaz de schiste ?”...

Donc on voit que, implicitement, le gaz de schiste était acquis, ce qui est normal si on finance plus de 70% des membres du groupe d’experts... Donc, on voit avec cet exemple du groupe d’experts, qu’avant même la loi, tout au début, quand on discute de quel est le problème ? Quelle est la problématique ? Eh bien, déjà là, les multinationales ont la main sur les décisions de l’Europe.

- **FAIT NUMÉRO 6 : les multinationales financent des lobbies déguisés.**

On a vu que les multinationales, elles arrivaient à faire passer leurs intérêts jusqu’au groupe d’experts et aux experts censés être indépendants.

Là, ce qu’on va voir, c’est qu’elles font pareil dans des institutions qui sont censées être des trucs de recherches “neutres” et qui n’ont rien à voir avec des méchants lobbies industriels.

Alors, si vous voulez un exemple, parce qu’il faut bien prendre l’exemple pour comprendre cette affaire : est-ce que vous connaissez *l’Institut Européen pour l’Hydratation* ? L’European Hydration Institute ? J’imagine que non. Pourtant c’est un lieu formidable qui a pour mission de promouvoir le savoir concernant l’hydratation humaine dans différents domaines.

Donc ce truc a l’air génial, il va nous apprendre qu’il faut bien boire de l’eau...

Alors cet institut, il a été financé à hauteur de 6,6 millions d’euros par Coca Cola et, évidemment il va produire des recherches qui conviennent à l’intérêt de Coca Cola.

Alors, la dernière en date, elle est drôle, elle date de 2016. C’est une étude qui montre que des boissons caféinées peuvent être utilisées aussi bien que l’eau pour se réhydrater après l’effort. Vous avez déjà vu des gens boire expresso sur expresso après avoir couru un marathon ? Moi jamais. Mais évidemment, ça convient à Coca puisque Coca, c’est des boissons caféinées qui sont censées te “réhydrater”. Et donc on voit que cette “**fausse science**”, elle est utilisée pour que les industriels produisent des études qui mettent en avant leurs produits et leurs intérêts.

Et, est-ce que cet *institut européen pour l’hydratation* figure dans le registre des lobbies ?

Nous, on est allé voir et on voit que non !

Donc, les multinationales ont une autre manière d’influencer les décisions, c’est de produire plein

d'études, plein d'études qui conviennent à leurs intérêts, comme a fait coca Cola avec cette étude pourrie sur les boissons caféinées, pour produire plein d'études qui vont dans leurs intérêts et des études qui ne sont même **pas perçues comme des lobbies** qui influencent les décisions.

Donc, on voit, si on va dans le détail de l'expertise, que les multinationales approfondissent et approfondissent la mainmise qu'elles ont sur les décisions européennes.

- **FAIT NUMÉRO 7 : les multinationales influencent les résultats de la science en la finançant.**

On a vu que les multinationales elles arrivaient déjà à payer des experts indépendants, à payer des institutions de "recherche indépendante" pour façonner les politiques selon leurs intérêts, mais ce qu'elles font, et ça c'est plus dur à documenter, c'est que les multinationales paient directement de la recherche. Elles paient directement des universités, des chercheurs, des programmes académiques.

Alors ça, c'est difficile à voir, parce qu'il y a beaucoup beaucoup de recherches et beaucoup beaucoup de types de financements privés. Mais il y a des gens (PLOS) en 2013 qui ont fait une méta analyse, c'est-à-dire qui ont regardé toutes les recherches produites sur un sujet. Et ils ont remarqué que, quand une recherche était payée par l'industrie du sucre, c'est-à-dire Coca, Pepsi, etc., quand une recherche était payée par l'industrie des boissons sucrées, elles avaient **5 fois moins de chance de prouver** qu'il y avait un lien entre la consommation de boissons sucrées et l'obésité, comme par hasard.

Et donc, on voit avec cet exemple que c'est prouvé : quand une multinationale finance des recherches, eh bien, souvent, elle le fait avec son angle de vue. Il y a beaucoup plus de chance qu'une recherche financée par une multinationale trouve des résultats qui correspondent aux intérêts de cette multinationale.

Donc là, ce qu'on voit, c'est qu'une autre manière d'acheter les politiques européennes, c'est d'influencer très très très en amont la recherche scientifique en payant des études favorables à leurs intérêts.

- **FAIT NUMÉRO 8 : les multinationales paient les experts des agences de régulation et de contrôle.**

En plus de la Commission et du Parlement en Europe, il y a d'autres organes qui prennent des décisions, c'est les agences de régulation qui sont chargées d'examiner si un médicament ou des produits qu'on consomme tous les jours sont risqués, et elles prennent ces décisions en regardant la recherche.

Et donc, on a vu, si on reprend notre exemple du sucre, que, quand des multinationales finançaient directement des recherches, ces recherches avaient des chances de trouver des résultats qui les arrangent, c'est-à-dire qui montrent que le sucre ne cause pas l'obésité.

Alors évidemment, il y a beaucoup de recherches qui montrent que si l'on consomme beaucoup de sucre, on a des chances de grossir, c'est sûr, mais comme les multinationales en financent d'autres, ça jette le doute : il y a des études qui montrent que oui, et d'autres qui montrent que non.

Et en 2010, l'agence de sécurité alimentaire européenne (EFSA : *European Food Safety Authority*) elle a dû se poser la question s'il fallait mettre une limite maximale dans la dose de sucre de nos produits. Et qu'est-ce qu'elle a conclu ? Elle a conclu que les "preuves" n'étaient pas suffisantes pour établir un lien entre consommation de sucre et obésité...

Alors, on peut se dire que c'est simplement parce que, dans la recherche, il y a un peu des deux puisque les multinationales paient, mais en fait ça va plus loin, parce que, quand on examine le groupe de l'agence de sécurité alimentaire qui a pris cette décision, **sur les 21 membres de ce groupe, 19 étaient payés par les compagnies d'agro industrie du sucre !**

Et donc, on voit que les multinationales, non contentes de semer le doute en achetant des recherches qui aillent dans leurs intérêts, et bien elles vont jusqu'à payer les mecs qui vont décider si un médicament est bon ou pas ou si les produits sont bons ou pas.

Donc, à tous les niveaux, jusque dans nos vies, dans ce qu'on consomme, les multinationales font tout

pour que les décisions européennes aillent dans leur intérêt.

- **FAIT NUMÉRO 9 : les multinationales dépensent des sommes colossales en lobbying.**

Donc, on a vu que, librement, les multinationales pouvaient payer des gens à toutes les étapes du processus de décision européen, depuis la science jusqu'aux amendements au Parlement.

Mais, pour bien comprendre jusqu'où les multinationales ont des moyens et dépensent de l'argent pour influencer les politiques, il faut aussi inclure le lobbying.

Le lobbying, c'est toutes les dépenses faites par des multinationales pour, en fait, faire le lien entre des décideurs qu'elles vont payer et des études qu'elles produisent. Et ça tout ce liant ça représente des sommes colossales. Au bas mot, c'est les estimations basses, il y a 1,5 milliard, 1,5 milliard d'euros qui sont dépensés par les multinationales européennes en lobbying à Bruxelles.

Elles emploient au minimum du minimum **25.000 personnes** rien que dans la capitale à Bruxelles. Et ça, ça représente quasiment **1 lobbyiste par fonctionnaire** puisqu'il y a 33.000 fonctionnaires européens. Donc, il y a un marquage à la culotte.

C'est eux qui vont les influencer, leur donner des petites brochures le matin, juste la veille d'une décision ou d'une réunion qu'ils doivent avoir. C'est eux qui vont aller influencer tout doucement toutes les personnes qu'elles ne peuvent pas acheter. C'est ces lobbyistes qui vont aller acheter les contrats, et se mettre dans la poche, et payer des conférences à tous les chercheurs, les experts et les fonctionnaires dont on a parlé précédemment dans cette vidéo.

Et ça, ces dépenses colossales ne sont absolument pas encadrées, il n'y a pas, il n'y a pas de régulation. On demande simplement dans certains cas très particuliers aux lobbyistes de se déclarer dans un registre mais c'est tout.

Et donc, on voit que Bruxelles et la politique de l'Union européenne est extrêmement poreuse aux influences des multinationales et aux millions, et aux milliards même, qu'elles sont prêtes à dépenser. Et donc on voit que, finalement, c'est pas anodin, si dans plein de décisions européennes on a l'impression que l'intérêt général est très très loin des préoccupations des décideurs et que ces décideurs ont l'air beaucoup plus proches des multinationales, vu comme ils les bichonnent et vu comme ils les marquent à la culotte.

- **FAIT NUMÉRO 10 : la transparence : une fausse solution aux conflits d'intérêts.**

Et comment c'est contrôlé, là, tous ces conflits d'intérêts à tous les étages ? Eh bien, pour le personnel européen, on voit, c'est très clair qu'il n'y a aucune volonté d'y mettre fin, il n'y a **aucun contrôle**. Les députés, les fonctionnaires, ils ne risquent rien si ils sont en train de bosser, ou qu'ils vont bosser, pour des multinationales : ni amende, ni prison, ni d'être viré, rien du tout.

Par exemple, les Députés, là, ils peuvent bosser pendant leur mandat dans des multinationales. Qu'est-ce qu'ils doivent faire ? Ils doivent le noter dans un carnet, ils doivent dire "oui c'est vrai je bosse pour une multinationale".

Alors ça, c'est complètement absurde, c'est comme s'il y avait un espion qui est un agent double, il bosse en même temps pour la France et les Etats Unis, et la France son employeur il lui dit "*Ah mais ça va, tu l'as écrit dans un carnet c'est tout bon, ok on continue à te payer, on va pas te virer de l'espionnage, on va pas te poursuivre pour haute trahison. Sois le bienvenu, continue, on est au courant.*" : c'est comme ça que les Députés sont régulés, c'est vraiment absurde !

Et pour les fonctionnaires européens, alors faut bien comprendre que pour tous les petits fonctionnaires de la Commission, il y a aucun problème. Ils peuvent être en train de bosser sur un dossier, rencontrer quelqu'un d'une multinationale qui leur dit "*Allez arrange-nous et on t'embauche, on te triple ton salaire*" et du jour au lendemain, passer dans la grande multinationale alors qu'ils viennent de prendre une décision sur elle. Il y a aucun problème pour tous les petits fonctionnaires.

Pour les hauts fonctionnaires et les Commissaires, alors là, vous allez voir c'est fou.

C'est si ils veulent, tout de suite après la fin de leur mandat, passer dans une multinationale, alors ils peuvent le faire si c'est pas directement sur le sujet qu'ils ont régulé...

Si jamais c'est sur le sujet qu'ils ont régulé, alors, ils doivent attendre un an et demi...

S'ils attendent un an et demi, ils font exactement ce qu'ils veulent... Et s'ils sont pressés et qu'ils veulent aller dans la multinationale toucher leur gros salaire avant d'attendre ces un an et demi, alors un "Comité d'éthique" se réunit. **Et ce "Comité d'éthique", c'est des gens proches de la Commission, donc en gros leurs copains** qui vont regarder si, "Ah oui oui c'est vrai vous pouvez ou vous ne pouvez pas, il y a ou non conflits d'intérêts" et ce Comité d'éthique il n'a jamais sévi, il est hyper bienveillant.

Donc, on voit qu'à tous les étages, où il y a plein de conflits d'intérêts à Bruxelles, eh bien il n'y aucune volonté de lutter contre, à Bruxelles on s'en accommode très bien, on trouve ça normal qu'on soit Député et en même temps embauché par une multinationale, ou qu'on soit fonctionnaire ou Commissaire européen et que tout de suite après, on se fasse embaucher par une boîte qu'on a régulée pour un salaire mirobolant... Ils n'en ont rien à faire.

QUE RETENIR ? QUE FAIRE ?

Bon, après ces 10 faits, qu'on soit en faveur d'une sortie de l'Union européenne ou qu'on souhaite la réformer, il faut prendre acte de l'ampleur, de la profondeur des conflits d'intérêts et de la puissance de l'influence des multinationales sur les décisions prises dans l'Union européenne.

Et ça, si on veut reconquérir une démocratie, en France en Europe ou au Surinam ou je ne sais où, la problématique du conflit d'intérêts est centrale et cruciale.

Il faut qu'on agisse, que les pouvoirs publics et que les citoyens régulent tous ces leviers qu'ont les multinationales pour changer les décisions à leur avantage, et ça, eh bien il y a plein de solutions qui existent, il y a plein d'acteurs, Transparency International, CIO, et plein d'acteurs démocratiques qui y ont réfléchi.

Par exemple, un truc important pour les Députés, c'est d'interdire d'être en même temps un représentant du peuple et de l'intérêt général de bosser pour une entreprise, d'avoir un emploi privé. Il n'y a aucune raison d'être en même temps avocat, employé de je ne sais quelle multinationale et Député. Pendant ton mandat t'es rien du tout et ça ira très bien. C'est une mesure simple.

Il y a une autre mesure simple, c'est de réglementer fortement le passage de la fonction publique à un emploi privé quand c'est dans le même secteur que régulait le fonctionnaire. Si un fonctionnaire régule la pêche, il ne peut pas travailler pour une entreprise de pêche immédiatement après son boulot.

Et les experts, les gens des ONG qui ont un peu réfléchi dessus, ils pensent qu'un délai minimal de **3 ans** avant d'occuper un job dans le secteur qu'on a régulé, c'est **le minimum**. Parce qu'en 3 ans, les dossiers ont changé, les équipes ont peut-être changé et donc l'information qu'a gagnée le fonctionnaire pendant son travail public, il ne va pas pouvoir la vendre au profit de son employeur privé. Et donc, par exemple, mettre ce délai de 3 ans c'est le minimum du minimum pour réguler le passage de la fonction publique et de la Commission, au privé.

Et troisième point, on a beaucoup insisté sur tous les dommages que pouvaient causer l'expertise et la recherche ou la science payées par des intérêts privés. Donc, ça, pour empêcher toute la confusion et tout le doute que sème cette science privée, il y a des choses très simples à faire : il faut promouvoir une expertise publique, lui donner des moyens, continuer à avoir un financement public de la recherche, l'approfondir, et aussi examiner mais finement, avec beaucoup d'exigence tous les résultats de recherches privées. Puisqu'on voit bien s'il y a 5 fois plus de chance quand une recherche est financée par les industries du sucre, de trouver que le sucre ne rend pas gros, quand on voit tous ces biais que cause le financement de la recherche, il suffirait de les contrôler et de mettre un label "Attention, cette science c'est d'la merde, c'est payé par des gens qui ont des intérêts particuliers dans l'affaire".

Évidemment, réguler les conflits d'intérêts et contrôler cette mainmise des multinationales sur nos décisions, ça ne règlera pas d'un coup de baguette magique tous les problèmes de la démocratie représentative. Il y aura sûrement toujours le problème du contrôle des élus, les promesses non tenues et l'alternance infinie entre des partis qui sont en fait les mêmes.

Il y aura sûrement d'autres choses à faire, mais ce qu'on comprend avec cette vidéo, c'est que, quand un jour, nous autres citoyens, on va se réveiller pour leur botter le cul et conquérir enfin une nouvelle

Constitution pour avoir un pouvoir de tous sur les décisions, eh bien le conflit d'intérêts et ce pouvoir qu'ont les multinationales pour croquer toujours plus les décisions qui changent nos vies, eh bien ce sera un des premiers trucs à réguler et on ne l'oubliera pas !

(Merci beaucoup d'avoir regardé cette vidéo. Alors, on s'est essayé à un format un peu particulier : cette fois, on est allé à Bruxelles, on a rencontré des acteurs, fait des entretiens et fait énormément de recherches pour trouver ces infos et on espère que ça vous a plu. Si ça vous a plu, n'hésitez pas à nous soutenir sur Tipeee parce que nous si on n'a pas vos dons, on ne peut pas survivre, et d'ailleurs, merci à tous les Tipeeurs qui sont toujours de plus en plus nombreux, on a hâte de vous checker en vrai, et puis évidemment comme d'habitude si vous kiffez le taf, n'hésitez pas à liker, à vous abonner, parce que sinon on ne se voit pas et c'est quand même moins fun. C'était un plaisir les copains à très vite, Ciao.)

Osons causer

Rappel : vidéo source de ce texte important : <http://osonscauser.com/10-faits-montrent-multinationales-achetent-politique-europeenne/>

J'insiste aussi sur les [sources détaillées](#) de cette enquête (ils ont vraiment fait du bon boulot, ces jeunes gens, pensez à les aider, [allez](#)) :

SOURCES :

INTRODUCTION SUR LE LOBBYING ET L'INFLUENCE :

[LE POUVOIR DES LOBBIES SUR LES DÉCISIONS] http://www.lemonde.fr/europeennes-2014/article/2014/05/07/bruxelles-les-lobbies-a-la-man-uvre_4412747_4350146.html

Cet article et enquête européenne de 2014 illustre, en prenant quatre exemples, le pouvoir des lobbies sur les décisions européennes. Il est important de commencer par là pour comprendre que les procédés d'influence décrits dans la vidéo portent leurs fruits.

[LE LOBBING À BRUXELLES] <http://www.slate.fr/story/69297/lobby-bruxelles-visite-guidee>

Excellent article INTRODUCTIF. L'ING Corporate Europe Observatory donne une visite guidée et commentée du "quartier européen" de Bruxelles et de ses nombreux lobbies. Tout y passe : le travail concret des lobbistes, leur nombre, les carrières, leurs astuces. Un MUST READ si vous voulez vous introduire à la thématique.

[LA VIDÉO INTRODUCTIVE SUR L'INFLUENCE DES MULTINATIONALES] <https://youtu.be/ePJeuYBRf2E>

Cette vidéo est extrêmement claire et synthétique sur les moyens d'influence dont disposent les multinationales pour façonner les politiques européennes selon leurs intérêts. UN MUST SEE.

[FAIT 1] LES MULTINATIONALES ACHÈTENT DES DÉPUTÉS PENDANT LEUR MANDAT

[VERHOFSTADT ET D'AUTRES DÉPUTÉS PAYÉS]

<http://www.lesoir.be/913007/article/actualite/union-europeenne/2015-06-19/guy-verhofstadt-pointe-du-doigt-pour-potentiels-conflits-d-interets>

Un article récapitulant tous les enjeux autour du cas Verhofstadt et de la problématique du conflit d'intérêt. Bonne introduction.

Pour aller plus loin :

[LE RAPPORT DE RÉFÉRENCE SUR LA QUESTION] https://corporateeurope.org/sites/default/files/foe_ceo_lc_-_1506_-_whose_representatives_-_meps_on_the_industry_payrollfinal.pdf

Un rapport détaillé sur la mandature de 2014. CEO passe au crible les parlementaires et isole une

dizaine de cas particulièrement frappant. On y croisera la bien connue Rachida Dati.

[LES DÉPUTÉS MULTICASQUETTES ET LEURS SALAIRES] <https://www.euractiv.fr/section/elections-2014/news/les-francais-se-distinguent-par-des-revenus-paralleles-eleves-au-parlement-europeen/>

Cet article est tiré d'une enquête de Transparency International sur les déclarations d'intérêts des députés européens élus en 2014. Il montre l'ampleur des revenus tirés d'autres activités et se concentre particulièrement sur les cas des députés français. Allez y faire un tour, vous y verrez d'anciennes connaissances comme les ministres Dati, Alliot-Marie et Muselier.

[FAIT 2] LES MULTINATIONALES DICTENT JUSQU'À 1/3 DES AMENDEMENTS AUX DÉPUTÉS

[AMENDEMENTS COPIÉS/COLLÉS] <http://uk.reuters.com/article/uk-europe-lobbying-idUKTRE72H21M20110318>

ANGLAIS Une enquête complète de Reuters, réalisée en 2011, sur le lobbying auprès des parlementaires et les amendements dictés par les multinationales. Les déclarations du député français Jean-Paul Gauzès vaut le détour. Le mec assume complètement recopier des amendements écrits par les lobbies, OKLM.

Pour aller plus loin :

Pour vous faire une idée des copiés/collés, un site a mené une étude exhaustive des amendements déposés pour la directive sur les libertés numérique et les données. <http://lobbyplag.eu/influence>

[FAIT 3] LES MULTINATIONALES ACHÈTENT LES COMMISSAIRES EUROPÉENS : LE POUVOIR D'UNE PROMESSE D'EMBAUCHE

[COMMISSION EUROPÉENNE ACHETÉE] <https://corporateeurope.org/revolving-doors/2015/10/revolving-doors-spin-again>

ANGLAIS. Pour avoir une idée d'à quel point il est courant pour des multinationales de promettre un emploi aux commissaires européens, jetez un oeil à cette étude de CEO sur la carrière de membres de la dernière commission Barroso. Tous les commissaires travaillent maintenant pour des entreprises et, très régulièrement, sur des thématiques proches de celles qu'ils régulaient lorsqu'ils étaient en poste à la commission.

Pour aller plus loin :

[COMPRENDRE POURQUOI LES EMBAUCHES : LE CAS GOLDMAN SACHS] http://www.francetvinfo.fr/monde/europe/avec-barroso-goldman-sachs-continue-a-tisser-sa-toile-au-coeur-du-pouvoir_1543617.html

Cet article est EXCELLENT. En parcourant par le détail la toile que tisse Goldman Sachs autour du pouvoir européen, on comprend mieux pourquoi les multinationales dépensent autant d'argent et d'énergie pour recruter d'anciens dirigeants.

[LE DOCUMENTAIRE SUR LES LOBBIES US] <https://youtu.be/CHiicN0Kg10>

Voici le lien vers le documentaire dont est extraite la citation de Jack Abramoff. Il est un peu daté mais assez complet pour se faire une idée de la réalité du travail de lobbying.

[FAIT 4] LES MULTINATIONALES ACHÈTENT LES FONCTIONNAIRES EUROPÉENS : PROMESSE D'EMBAUCHE BIS

[DES FONCTIONNAIRES ACHETÉS] <https://corporateeurope.org/revolvingdoorwatch>

Ce site est une mine, mais est en ANGLAIS. CEO recense très régulièrement les derniers passages du public au privé et du privé au public de hauts fonctionnaires. Vous y trouverez des dizaines d'exemples pour vous faire une idée de l'ampleur du phénomène.

[FAIT 5] LES EXPERTS "INDÉPENDANTS" SONT PAYÉS PAR LES MULTINATIONALES

[LE GROUPE D'EXPERTS SUR LES GAZ DE SCHISTE]

<http://multinationales.org/L-Europe-laisse-la-porte-grande-ouverte-aux-lobbies-du-gaz-de-schiste>

Cet article de l'Observatoire des Multinationales, organisme lié à *Basta Mag*, détaille cette affaire du groupe d'experts sur le gaz de schiste.

Pour aller plus loin :

[LE RAPPORT DE CEO ET AMIS DE LA TERRE] https://corporateurope.org/sites/default/files/attachm ents/carte_blanche_for_fracking_final.pdf

Voilà un rapport, en ANGLAIS une nouvelle fois, de l'ONG CEO sur le groupe d'expert sur le gaz de schiste et les liens de ses membres avec l'industrie gazière. Ce groupe n'est qu'un exemple illustratif. Au cours de nos recherches, nous avons rencontré bien d'autres groupes d'experts comportant la même proportion de membre en conflit d'intérêt.

[L'INFLUENCE DU CHOIX DES EXPERTS SUR LE PROBLÈME POSÉ] <https://blogs.mediapart.fr/maxime-combes/blog/150415/gaz-de-schiste-pourquoi-jai-renonce-participer-au-groupe-dexperts-de-la-com mission-europeenne>

Maxime Combes, économiste d'Attac, a été contacté pour participer à ce groupe d'experts sur le gaz de schiste. En voyant le recrutement des autres membres et, surtout, les missions données à ce groupe, il a refusé de participer à cette mascarade. Vous apprendrez dans ce billet de blog que le groupe se donnait pour mission de réfléchir aux projets d'extraction, sans tenir aucun compte des enjeux environnementaux.

[FAIT 6] LES MULTINATIONALES FINANCENT DES LOBBIES DEGUISES

[L'INSTITUT POUR L'HYDRATATION]

<https://www.arretsurimages.net/articles/2016-04-13/Comment-Coca-abreuve-les-etudes-sur-l-hydratati on-id8636>

Cet article d'*Arrêt sur Images* est parfait. Il détaille le scandale de cet institut qui habille les intérêts de Coca-Cola des appareils de la science. L'article détaille les financements de l'institut par Coca, les techniques utilisées pour communiquer plus largement et mettre en avant les sodas en les faisant passer pour des produits hydratants.

Pour aller plus loin :

[D'AUTRES EXEMPLES DE THINK TANK "ÉCRANS" POUR LES MULTINATIONALES]

Les géants du web financent un "institut de recherche" le "European Privacy Institute" : <http://www.pcworld.com/article/2039249/google-microsoft-and-yahoo-are-secret-backers-behind-european-privacy-association.html>

Le laboratoire Roche a monté en Angleterre une association citoyenne contre le cancer : <https://www.theguardian.com/society/2006/oct/18/cancercare.health>

[FAIT 7] LES MULTINATIONALES INFLUENCENT LES RÉSULTATS DE LA SCIENCE EN LA FINANÇANT

[LES MANIPULATIONS DE LA SCIENCE PAR L'INDUSTRIE] <http://journals.plos.org/plosmedicine/article?id=10.1371/journal.pmed.1001578>

Cette "Méta-analyse" explore les résultats scientifiques obtenus en cherchant les liens entre boissons sucrées et gain de poids. Cette analyse a permis d'identifier le pouvoir d'influence des financeurs industriels sur la qualité de la science. Merci à ces scientifiques. Sans cet exemple exhaustif, on aurait été bien embarrassé pour montrer solidement le pouvoir de l'argent sur la science.

Pour aller plus loin :

[CONFÉRENCE : L'INDUSTRIE UTILISE LE FINANCEMENT DE LA SCIENCE POUR CRÉER LE DOUTE SELON SES INTÉRÊTS] <https://youtu.be/h4taQxZ1zg8>

Dans cette conf chez Groggle, David Michaels présente son livre magistral sur l'utilisation stratégique de la science par les lobbies du tabac. Cet exemple est parfait pour comprendre, par le détail, comment et pourquoi les industriels sont prêts à consacrer des budgets immenses pour simplement détourner l'attention et créer du doute. SI VOUS COMPRENEZ L'ANGLAIS, C'EST PAR LÀ QUE ÇA SE PASSE □

[LE LOBBY DU SUCRE PRIS LA MAIN DANS LE SAC] http://www.sciencesetavenir.fr/sante/les-lobbies-du-sucre-avaient-finance-des-etudes-pour-minimiser-l-impact-sur-les-maladies-cardiaques_104964

Un article récent d'une revue médicale américaine prouve, après une enquête approfondie, que l'industrie du sucre a payé, dans les années 60, plusieurs chercheurs d'Harvard près de 50 000 \$ pour qu'ils signent une recherche minimisant le rôle du sucre sur les maladies cardiaques.

[15% DES CHERCHEURS AVOUENT CHANGER L'ORIENTATION DE LEUR RECHERCHE POUR PLAIRE AUX FINANCEURS] <http://pages.stolaf.edu/ross/files/2014/05/ScientistsBehavingBadly.pdf>

Cet article, publié en anglais dans *Science* en 2014, cherche à montrer les "écarts" méthodologiques des chercheurs américains. Il s'appuie sur un sondage passé en 2002 à des échantillons représentatifs de chercheurs américains (+ 3 000 répondants). Cette étude montre que le financement est clairement la source la plus importante de manquements méthodologiques à la probité scientifique. Plus de 15% des sondés avouent avoir "changé le plan, la méthodologie ou les résultats d'une étude sous la pression d'un financeur".

[FAIT 8] LES MULTINATIONALES PAIENT LES EXPERTS DES AGENCES DE RÉGULATION ET DE CONTRÔLE

[L'AGENCE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE]

Une vidéo très bien faite : <https://youtu.be/Inv3iX5rhpo>

Le rapport de CEO (en ANGLAIS) : <https://corporateeurope.org/efsa/2013/10/unhappy-meal-european-food-safety-authoritys-independence-problem>

Vous trouverez dans ce rapport et cette vidéo **les nombreux conflits d'intérêts que rencontre l'agence de sécurité alimentaire européenne**. Encore une fois, nous avons pris l'exemple de l'EFSA, mais nous aurions pu parler de l'agence du médicament (EMA) qui, elle aussi, était épinglée en 2012 pour ces conflits d'intérêts par la Cour des comptes européenne.

Pour aller plus loin :

Le rapport en ANGLAIS SUR L'EFSA ici : http://www.eca.europa.eu/Lists/News/NEWS1210_11/NEWS1210_11_EN.PDF

Un article montrant les mêmes logiques à l'OMS (Organisation mondiale de la santé) : http://www.lemonde.fr/planete/article/2010/03/26/l-oms-sous-influence-de-l-industrie-pharmaceutique_1324720_3244.html

[FAIT 9] LES MULTINATIONALES ENGAGENT DES DÉPENSES COLOSSALES EN LOBBYING

[LOBBIES TROP PEU RÉGULÉS] <http://www.transparencyinternational.eu/wp-content/uploads/2016/06/Joint-letter-Lobbyists-for-transparent-lobbying.pdf>

Quoi de mieux qu'une **lettre ouverte de lobbyistes se plaignant de la trop faible régulation** de leur profession à Bruxelles ? Cette lettre (en ANGLAIS) de juin 2016 décrit la faiblesse de l'encadrement des activités de lobbying et de "relations publiques" autour des institutions européennes. Elle demande, notamment, à ce que l'inscription dans le registre soit obligatoire et recouvre un panel plus large

d'activités.

Pour aller plus loin :

[LA COMMISSION REFUSE DE DÉVOILER SES LIENS AVEC LES LOBBIES DU TABAC] <http://www.euractiv.fr/section/affaires-publiques/news/la-commission-refuse-de-lever-le-voile-sur-le-lobbying-du-tabac/>

Whao ! EN 2016, la médiatrice européenne, s'appuyant sur des conventions signées à l'ONU, a demandé à la Commission Européenne de divulguer le détails des liens entre les membres de ses services et les représentants de l'industrie du tabac. La Commission a refusé la transparence, au grand dam de la démocratie. Affligeant....

[ARTICLE SOMPTUEUX SUR LES LOBBYISTES] http://www.nytimes.com/2013/10/19/world/europe/lobbying-bonanza-as-firms-try-to-influence-european-union.html?_r=1

Cet article, malheureusement en ANGLAIS, est excellent. Fondé sur une enquête à propos d'un grand cabinet de lobbying, l'article décrit, de l'intérieur, les pratiques et les enjeux des lobbyistes. Il montre à quel point les carrières, les agendas et les informations des fonctionnaires européens et des industriels doivent s'entremêler.

[FAIT 10] LES FAIBLESSES DE LA RÉGULATION DES CONFLITS D'INTÉRÊT : LA FAUSSE SOLUTION DE LA TRANSPARENCE

[LE RIDICULE CODE DE CONDUITE DES DÉPUTÉS EUROPÉENS] a href="http://www.europarl.europa.eu/pdf/meps/201305_Code_of_conduct_FR.pdf" target="_blank">http://www.europarl.europa.eu/pdf/meps/201305_Code_of_conduct_FR.pdf

Je ne sais pas quoi dire, il parle pour lui-même. Le conflit d'intérêt est difficile à constituer, le comité chargé d'y veiller est "consultatif", le juge en la matière est lui-même député et les sanctions n'existent quasiment pas. Bref, c'est une BLAGUE ! ☐

Pour nous soutenir, merci ☐ <http://bit.ly/tipeeeosonscauser>

Source (des sources détaillées) : OSONS CAUSER, <http://osonscauser.com/10-faits-montrent-multinationales-achetent-politique-europeenne/>

+++++

Comme cerise sur ce gâteau de la CORRUPTION EUROPÉENNE CRASSE, je rappelle que TOUS les fonctionnaires européens bénéficient d'une IMMUNITÉ JUDICIAIRE À VIE pour tous les actes qu'ils ont commis pendant leurs fonctions (WTF!).

Chacun se demande évidemment à quoi sert ce droit exorbitant, que même les pires dictateurs n'accordent jamais qu'à leur seule famille. Même dans les pires régimes, on n'a jamais vu ainsi protéger toute l'administration...

Voyez ceci :

[Les Eurocrates tout-puissants : l'information clé que Verheugen oublie de vous dire !](#)

11-10-2006 Franck Biancheri

Il lui faudra certainement encore une ou deux années de plus pour reconnaître que sa politique de soutien à l'élargissement à la Turquie^[1], c'était également une politique écrite par ses principaux bureaucrates.

Pour Newropeans, et un nombre substantiel de citoyens européens, c'est une évidence depuis de nombreuses années et c'est d'ailleurs pour cette raison que [Newropeans](#) a choisi de faire de la démocratisation de l'UE sa priorité politique pour la décennie à venir. C'est aussi pour cela que le mouvement a choisi de placer en première place de son programme pour les élections européennes de 2009 une réforme essentielle pour stopper la dérive bureaucratique du projet européen : **supprimer l'immunité judiciaire à vie dont bénéficient les fonctionnaires des institutions européennes.**

Oui, vous avez bien lu : *aucun tribunal dans l'Union européenne ne peut sanctionner les dérives des fonctionnaires européens intervenues dans le cadre de leur fonction, et cette protection leur est accordée à vie.* Vous trouverez tout le détail dans l'annexe d'un Traité européen de 1965 qui a accordé ce privilège exorbitant[2].

Je me permets d'insister car c'est tellement énorme qu'on peut facilement mal comprendre l'information : ceux qui bénéficient de cette immunité à vie, *ce ne sont pas les Commissaires européens comme Verheugen, nommés par les gouvernements, ni les députés européens de Strasbourg que nous élisons.* Non, ceux là ont une immunité politique classique, comme dans les Etats membres, qui ne dure que le temps de leur fonction (5 ans). Ceux qui bénéficient de cette immunité, ce sont les fonctionnaires, qui restent en poste généralement une trentaine d'années ! Et de toute façon, elle leur est accordée jusqu'à leur mort !

Aucun régime démocratique dans l'Histoire n'a accordé un tel privilège à ses bureaucrates. Même les dictatures concentrent les immunités à vie sur la personne du dictateur ou de ses plus proches sbires. En tout cas, ces mêmes dictatures nous enseignent quelque chose d'utile pour comprendre où se trouve le vrai pouvoir à Bruxelles : *ces immunités à vie ne s'attribuent qu'à ceux qui ont vraiment le pouvoir, et tout le pouvoir.*

Alors, déjà, comme le rappelle fort justement Günter Verheugen, la durée de fonction des fonctionnaires européens (trente ans environ contre cinq pour les Commissaires), conduit la haute hiérarchie de la Commission à considérer les « politiques » de la maison comme de vulgaires signataires de décisions élaborées sans eux, voire contre eux. Vous pouvez imaginer, avec l'immunité à vie dans la poche, comment ils peuvent évaluer les rapports de force entre eux et le soi-disant niveau politique de la Commission : *tout le pouvoir aux Eurocrates[3] et seulement l'apparence aux Commissaires.*

En fait, soyons honnêtes, un Commissaire européen ne sert plus à rien sauf à maintenir la fiction d'une direction politique à Bruxelles.

Cette situation est extrêmement inquiétante pour la démocratie en Europe. C'est une question qui devrait être au cœur des débats politiques dans chaque Etat-membre : **comment reprendre le contrôle démocratique de la machine européenne ?** Pourtant, nos leaders nationaux, nos partis nationaux passent leur temps à se désintéresser des affaires européennes, ou peut-être pire, à confier entièrement le destin de l'UE à ces bureaucrates en répétant aux Eurocrates : « pour le comment, c'est à vous de voir ». *Mais quels types d'hommes et de femmes politiques sont devenus nos « leaders » nationaux qui oublient que la première tâche d'un politique élu en démocratie c'est de diriger son administration, d'obliger cette dernière à suivre la volonté populaire ; et pas l'inverse !*

Hélas peu d'espoir du côté des partis nationaux, car d'un bout à l'autre de l'UE aujourd'hui les chefs de ces partis sont des démagogues : ils se prétendent « leaders » mais ne font que suivre les sondages. Alors espérer que demain ils imposent une direction à leurs bureaucrates plutôt que de tout simplement les suivre, c'est une illusion.

C'est donc pour changer cela que nous avons lancé Newropeans et que nous nous présenterons aux suffrages des 500 millions d'Européens en Juin 2009. *Il est impératif de remettre les citoyens et non pas les bureaucrates au cœur du projet européen.* C'est l'objectif que nous nous sommes assignés. Et cela passe notamment par une confrontation directe avec l'appareil bureaucratique européen sur la question de son immunité à vie. **Cette immunité à vie doit être supprimée dès que possible ; et la Commission doit déclarer au plus vite qu'elle suspend ad aeternam l'utilisation de cette immunité devant les tribunaux des Etats membres de l'Union européenne.** *M. Verheugen, c'est une décision que vous et vos amis Commissaires pourriez prendre dès demain si vous le vouliez. Ou plutôt si vos Eurocrates vous autori-*

saient à le faire ?

S'il y avait déjà des élus Newropeans au Parlement européen, cela ferait plusieurs années que nous aurions conduit le Parlement à imposer cette décision à la Commission. Mais, au Parlement actuel, sans élus Newropeans donc, bien qu'informée depuis quatre ans, l'immense majorité des Euro-députés ne veut pas aborder le sujet, par peur de fâcher les Eurocrates !

C'est vrai que la majorité de ceux qui peuplent actuellement le Parlement européen ne sont pas là pour donner la parole aux citoyens européens et prendre les risques qui s'imposent pour parvenir à le faire. Ils sont juste là pour occuper les bonnes places mises à disposition des partis nationaux tous les cinq ans.

Verheugen a raison de dénoncer la mainmise des bureaucrates sur le pouvoir européen. Mais pour changer cela, il va falloir se battre dans l'arène électorale en 2009, comme toujours dans l'Histoire, les citoyens ont dû le faire pour démocratiser des régimes non démocratiques !

[Franck Biancheri](#)

Président de [Newropeans](#)

[1] Il était en charge de l'élargissement dans la précédente Commission.

[2] Texte des traités européens relatif aux immunités des fonctionnaires européens : [Europa.eu](#) ; et plus d'information sur la question : [Newropeans](#)

[3] Je tiens à préciser que ce pouvoir des Eurocrates est concentré dans les mains de moins de 500 hauts fonctionnaires. L'immense majorité des fonctionnaires européens n'a ni la volonté, ni la capacité d'exercer ce pouvoir en haut du système. Mais via les immunités à vie qu'in fine seule la haute hiérarchie peut lever si elle le souhaite, non seulement les directeurs généraux et directeurs tiennent leurs troupes avec un instrument particulièrement efficaces ; mais en plus ils savent qu'en cas de crise c'est leur « patron politique » qui sautera. Ces dernières années ont vu des Commissaires, voire des Commissions entières, démissionner ou être mises en accusation, y compris devant la justice. Cherchez en revanche les hauts fonctionnaires européens dans le même cas ! Vous ne trouverez rien, car il n'y en a tout simplement pas eu. C'est l'avantage d'être intouchable.

[Archiv](#), [Archive](#), [Archiwum](#)

Source :

<http://www.newropeans-magazine.org/en/2006/10/11/les-eurocrates-tout-puissants-l%C2%92information-cle-que-verheugen-oublie-de-vous-dire/>

Fil facebook correspondant à ce billet :

<https://www.facebook.com/etienne.chouard/posts/10154644533047317>